

Edito du journal de juillet-août 2007

PA 2011: du référendum à l'initiative

Pour une autre politique agricole en Suisse et en Europe

La moins que l'on puisse c'est que le comité référendaire contre PA 2011 a réussi à obliger les différentes organisations agricoles à sortir du bois sur la question de politique agricole 2011. Le constat est sans appel: la plupart ne semblent pas vouloir la remettre en question et se satisfont de ce qui va être adopté à Berne.

Uniterre s'est toujours prononcé en faveur d'une autre politique agricole, construite sur le concept fondamental de la souveraineté alimentaire. A ce titre, l'argumentaire du comité référendaire est intéressant. Même s'il n'en reprend pas complètement le contenu, il en pose certains jalons (droit pour un pays - ou groupe de pays - de se protéger contre le dumping, économique, social et environnemental, et primauté des droits humains sur ceux du marché, par exemple). Ces raisons font que le comité d'Uniterre a choisi d'appuyer le comité référendaire en publiant dans le journal l'argumentaire complet ainsi que la feuille de signatures. Uniterre n'engagera pas d'autres moyens humains ou financiers pour cette action.

Par contre, Uniterre se positionne clairement en faveur d'une initiative pour une agriculture suisse basée sur le concept de la souveraineté alimentaire. Le syndicat souhaite créer un comité de réflexion sur le sujet. Celui-ci pourrait regrouper des membres d'organisations paysannes, d'ONG, de consommateurs ainsi que des politiciens. Afin que ces derniers puissent se démarquer sur le sujet, Uniterre profite des élections de cet automne pour lancer le «Pacte agricole». Ce document invite les prétendants de chaque canton aux Chambres fédérales à se positionner sur les visions d'Uniterre en matière de politique agricole. Le document publié dans ce numéro a déjà été transmis aux secrétariats des fractions cantonales. Afin de lancer le débat et de répondre aux questions des futurs signataires, les sections cantonales d'Uniterre organisent des séances d'information. A ce jour, une date unique a été fixée dans le canton de Fribourg. D'autres devraient suivre dans ces prochaines semaines. Par cette action, le syndicat souhaite connaître et surtout accompagner les élus qui défendent réellement les intérêts des paysans suisses, européens et d'ailleurs dans le monde. En effet, la souveraineté alimentaire fait toujours plus débat à l'étranger. En Europe, par exemple, d'importantes organisations membres de la plateforme lait EMB (European Milk Board) soutiennent également ces visions. Plus loin de chez nous, plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine l'ont inscrite dans leur lois agricoles. Parmi les points principaux du concept de souveraineté alimentaire, il en est un qui concerne la gestion, le maintien et le développement de la biodiversité agricole par le monde paysan. Celui-ci doit donc avoir les moyen de protéger et de développer ses semences. Il doit également pouvoir les mettre à disposition de ceux qui veulent les cultiver ou les multiplier. Or, aujourd'hui, le patrimoine alimentaire de la planète est de plus en plus «privatisé». Par les brevets et le développement des plantes génétiquement modifiées, les paysans sont littéralement dépossédés d'un bien qu'ils ont eux-mêmes constitué depuis des siècles. Consciente de cette réalité, divers mouvements citoyens, des scientifiques et plusieurs organisations paysannes se sont retrouvés à Gatersleben en Allemagne pour participer à la rencontre européenne sur les semences. Plusieurs membres d'Uniterre et de Pro Specie Rara se sont rendus sur place et rapportent leurs témoignages.